

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'AUDE

## ARRETE DU MAIRE CD - N° 2025 - 690 **AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC**

TRAVAUX - 20 RUE CLEMENT ADER / RUE JEAN DURAND

| $\times$ | Autorisation du 1er, 2ème et 3 ème groupe |
|----------|---|
|          | Autorisation du 4ème                      |

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1er et 2éme et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009,

## ARRETE

Article 1: L'autorisation demandée par

| Pétitionnaire UNION PISCINES                                | Entreprise chargée des travaux    |
|---|-----------------------------------|
| Adresse 6 RUE DEMOGE  | UNION PISCINES                    |
| 11100 NARBONNE  |                                   |
| Date de la demande 17/09/2025                               | Adresse                           |
| Lieu d'intervention   | 6 RUE DEMOGE                      |
| 20 RUE CLEMENT ADER / RUE JEAN DURAND                       |                                   |
|   |                                   |
| Description des travaux                                     | 11100 NARBONNE                    |
| TERRASSEMENT ET LIVRAISON D'UNE PISCINE                     | Téléphone                         |
|   | Indicatif pour les pays étrangers |
|   | Fax                               |
| Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol  | Courriel                          |
|   |                                   |
| <b>Début et fin des travaux</b> du 21/10/2025 au 21/10/2025 |                                   |

est accordée aux conditions mentionnées ci après

Mesures règlementaires

Commentaires

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'AUDE



Article 2 : les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3: la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet. M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Publication le

1 5 OCT. 2025

Fait à Castelnaudary le mardi 14 octobre 2025

Le Maire Adjoint

Jean François VERONIN-MASSET